

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CONSULTATION : 26 GH93 01 MTC

OBJET : Maintenance des systèmes de détection et de mise en sécurité incendie des HUPSSD

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique.
Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

ANNEXE Annexe 1 - Acceptation du CCAP et CCTP
Annexe 2 – Attestation de visite

AVICENNE



125, route de Stalingrad
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner
93 270 SEVRAN

Ce document comprend 18 pages

SOMMAIRE

ARTICLE I.	OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
SECTION 1.01	OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.02	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
SECTION 1.03	DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
SECTION 1.04	ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	5
SECTION 1.05	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE II.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
SECTION 2.01	COMMANDES	6
SECTION 2.02	MODALITES	6
SECTION 2.03	MATERIEL A ENTREtenir	7
SECTION 2.04	GARANTIE	8
SECTION 2.05	MATERIELS, OBJETS ET APPROVISIONNEMENTS CONFIES AU TITULAIRE	8
ARTICLE III.	AVANCE	8
ARTICLE IV.	PRIX DE L'ACCORD CADRE	8
SECTION 4.01	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	8
	PRESTATIONS FORFAITAIRES	8
	PIECES DE RECHANGE	8
SECTION 4.02	MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	10
ARTICLE V.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
SECTION 5.01	REGLEMENT DES COMPTES	10
SECTION 5.02	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	11
SECTION 5.03	DELAJ GLOBAL DE PAIEMENT	11
ARTICLE VI.	PENALITES	12
	PENALITES EN CAS DE PERTE DE CLES OU DE BADGES	13
	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	13
ARTICLE VII.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	13
SECTION 7.01	MOTIFS DE RESILIATION	13
SECTION 7.02	RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	13
SECTION 7.03	RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE	13
SECTION 7.04	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	13
SECTION 7.05	INDEMNITE DE RESILIATION	14
SECTION 7.06	RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES	14
ARTICLE VIII.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE	14
SECTION 8.01	EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	14
SECTION 8.02	APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	14

ARTICLE IX.	MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE	14
ARTICLE X.	PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE	15
ARTICLE XI.	NANTISSEMENT	15
ARTICLE XII.	ASSURANCES	15
ARTICLE XIII.	CERTIFICATS	15
ARTICLE XIV.	DROIT	16
ARTICLE XV.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.	16

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article I. Objet de la consultation - Dispositions générales

Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent : la maintenance des systèmes de détection et de mise en sécurité incendie des HUPSSD.

Lieux d'exécution :

- ☒ Hôpital Jean Verdier : Avenue du 14 Juillet 93143 BONDY
- ☒ Hôpital René Muret : 52 avenue du docteur Schaeffner à 93270 SEVRAN
- ☒ Hôpital AVICENNE, 125, route de Stalingrad, 93009 Bobigny

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires concernent la maintenance préventive. Elles seront réglées par un prix global et forfaitaire.

Prestations à bon de commande

Les prestations à bon de commande concernent la maintenance corrective.

Les prestations à bon de commande seront réglées par application des prix unitaires inscrits dans le bordereau des prix unitaires en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Le montant des prestations à bon de commande pour toute la durée de l'accord cadre est défini(e) comme suit :

Seuil minimum HT	Seuil maximum HT
150 000,00€HT	1 200 000,00€HT

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l' article R2122-4 du code de la commande publique.

Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lot, en effet, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période de quatre (4) ans à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la date de notification.

Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles,
- Le bordereau de prix (B.P.U)
- La décomposition du prix globale et forfaitaire (D.P.G.F)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services (CCAG-FCS), dans sa version issue de l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire

❶ *Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.*

Article II. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

Section 2.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins. Elles seront adressées au titulaire par courriel ou par télécopie. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les dates, heure et lieu de réalisation des prestations.

La commande mentionnera la référence du devis préalablement accepté, si besoin.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 6 mois après la fin de l'accord cadre.

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution de l'accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

Section 2.02 Modalités

Le titulaire doit s'informer avant de soumissionner des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services. A défaut de précisions dans le C.C.T.P, ces renseignements lui seront fournis dans le cadre des directives générales de fonctionnement de l'Etablissement par le Directeur des Investissement et de la maintenance du GH.

D'autre part, dans le cadre de la lutte contre les infections nosocomiales, le titulaire devra se conformer au règlement interne du groupe hospitalier dans le cas d'intervention sur des installations ou dans l'environnement proche des patients.

Le titulaire et ses agents doivent user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni ne circuler sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'Etablissement hors mission qui leur serait confiée.

Le titulaire ne peut se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever des réclamations ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par exemple :

- des mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique, inhérents aux modalités d'exécution de certaines prestations,
- l'installation à ses frais, sauf dérogations portées au C.C.T.P, de garde-corps, barrières, cloisons ou planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, tant pour satisfaire aux réglementations en vigueur que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments.

Le titulaire doit en outre, prendre à sa charge en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de ses interventions à l'intérieur de l'Etablissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients en découlant :

- Bruits d'origines diverses
- Poussières d'origines diverses
- Détritus divers,
- Sécurité insuffisamment assurée,
- Odeurs, fumées gaz d'origines diverses.

Si malgré la mise en place de toutes les précautions nécessaires, des inconvénients majeurs devaient subsister, le titulaire doit en référer au Directeur des Services Techniques ou au Responsable du suivi technique du marché.

Les prestations dues au titre du marché seront exécutées sous la responsabilité pleine et entière et sous l'autorité du titulaire.

Section 2.03 Matériel à entretenir

Le Titulaire reprend l'ensemble du parc décrit au C.C.T.P objet du présent marché, dans l'état existant. Il ne peut en aucun cas être envisagé de travaux ou constitution d'un stock préliminaire, à la charge du GHU, au démarrage ou en cours de marché en supplément des montants retenus. En cas de changement dans la nature et/ou nombre de matériel à entretenir, le marché sera modifié par voie d'avenant.

Visites systématiques de maintenance préventive

Les prestations forfaitaires seront commandées à la suite de la notification du marché au Titulaire et feront l'objet de bon de commande à chaque date anniversaire.

Le titulaire est chargé de prendre contact, par courrier ou par mail, avec la Direction des investissements et de la maintenance. La date et l'heure de la visite préventive sont fixées avec un préavis d'environ quinze jours.

Si l'une des deux parties désire déplacer la visite, elle en informe l'autre au moins quarante-huit heures avant la date prévue.

Le personnel chargé de la visite se présente au responsable du Service de maintenance dès son arrivée dans l'établissement.

Travaux d'entretien et de maintenance corrective sur marchés à bons de commande

Les travaux s'exécutent par émission de bons de commande successifs délivrés au titulaire au fur et à mesure des besoins des sites (cf. CCTP).

Conformément à l'article 3.7 et 3.8 du C.C.A.G.- F.C.S., toutes les prestations font l'objet de bons de commande rédigés par le pouvoir adjudicateur, établis sur la base d'un devis émis par le titulaire, dans un délai de 15 jours après demande du client sauf dérogation de celui-ci.

Si dans un délai de 8 jours à compter de la réception du bon de commande au titulaire, le client n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande définie dans le bon de commande et tous les attendus qu'il comporte.

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe le client. Ce dernier, en accord avec le titulaire détermine les moyens et les conditions de mise en œuvre pour maintenir le niveau de sécurité pendant cette carence.

Section 2.04 Garantie

A l'expiration du marché, qu'il soit résilié ou non, le titulaire devra remettre au client les bons de garantie (ou les documents équivalents) des pièces détachées qu'il a remplacées et qui sont encore sous la garantie du fabricant.

Section 2.05 Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Les dispositions du C.C.A.G.- F.C.S. s'appliquent.

Le client se réserve la possibilité de vérifier la qualité des matériaux et équipements utilisés que ce soit dans le cadre de la maintenance ou des travaux éventuels.

Le titulaire doit réaliser intégralement l'ensemble des prestations définies en annexe du Cahier des Clauses Techniques Particulières avec un niveau de qualité normalement attendu d'un professionnel, le client se réserve la possibilité de vérifier ou de faire vérifier la qualité des prestations effectuées.

Article III. AVANCE

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Article IV. PRIX DE L'ACCORD CADRE

Section 4.01 Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord-cadre est rémunéré à prix forfaitaires et à prix unitaires figurant respectivement dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et dans le Bordereau de prix unitaires (B.P.U), ainsi que dans l'Acte d'Engagement et ses annexes.

Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires, telles que définies dans le cahier des clauses techniques particulières, sont rémunérées par un prix global et forfaitaire.

Pièces de rechange

Le Titulaire intervient de sa propre initiative ou sur demande du Maître d'Ouvrage, et remplace sans facturation supplémentaire, les pièces de rechange dont le prix de vente du Titulaire, est inférieur à 250 € hors TVA.

Au-delà de ce montant, les pièces sont facturées.

Le prix de vente s'entend comme le montant déterminé à partir :

- du BPU annexé à l'Acte d'Engagement,
- dans le cas contraire, du prix d'achat des pièces de rechange, tous rabais et remises déduits, attesté par la facture du fournisseur au Titulaire, affecté du coefficient d'entreprise comprenant les frais de gestion du Titulaire, et indiqué au bordereau de prix.

Prestations à bon de commande

Les prestations pouvant donner lieu à facturation hors forfait sont définies dans le CCTP.

Toutes les prestations hors forfait font l'objet de bons de commande rédigé par le Maître d'Ouvrage, établis sur la base d'un devis émis par le Titulaire, dans un délai de 20 jours après demande du Maître d'Ouvrage sauf dérogation de celui-ci.

La validité des bons de commande ne pourra dépasser de plus de 6 mois la date de fin du marché.

Les prix seront déterminés sur la base des prix du BPU, tant pour les taux horaires de main d'œuvre, que des prix de fourniture des pièces de rechange à remplacer.

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le Titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent, il en informe immédiatement le Maître d'Ouvrage et établit une proposition ultérieurement, sur les bases définies au présent CCAP et à l'Acte d'Engagement.

Lorsqu'en cours d'exécution, il est constaté que des prestations supplémentaires dans le cadre du marché forfaitaire, sont à effectuer ou au contraire que des opérations prévues se révèlent inutiles, il doit demander l'accord au Maître d'Ouvrage avant toute modification dans l'exécution des prestations.

Ces prestations feront l'objet d'une décision prise par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les prestations hors forfait feront l'objet d'une facturation séparée.

Pour la main d'œuvre

Les coûts sont établis sur la base des prix de l'heure correspondant à la qualification de l'agent ou des agents nécessaires à l'accomplissement de ces tâches, ces prix de l'heure et leurs majorations légales pour interventions en dehors des horaires normaux étant fixés à l'annexe 3 de l'Acte d'Engagement.

Toute facturation d'heures de régie exécutées par le Titulaire ne pourra être payée qu'accompagnée d'un attachement signé par le Maître d'ouvrage constatant l'exécution des heures de régie journalières pris en compte.

Les frais de transport, de déplacement et toutes sujétions sont inclus dans les prix horaires de base indiqués à l'annexe 3 de l'Acte d'Engagement.

Pour les pièces de rechange

Les pièces de rechange sont payées :

- Par application du bordereau de prix du Titulaire. Les prestations hors forfait au présent marché peuvent être exécutées en application du bordereau de prix des prestations fixées à l'Acte d'Engagement ; dans ce cas, les prix sont réputés inclure le transport, la livraison sur le site, les frais généraux et le bénéfice du Titulaire.

- A défaut de figurer au bordereau de prix, sur la base des factures des fournisseurs, toutes remises et rabais déduits, majorés d'un coefficient fixé dans le bordereau de prix couvrant le transport, la livraison sur le site, les frais généraux et le bénéfice du titulaire. Pour les pièces de rechange qui ne figurent pas au BPU et qui doivent y être ajoutées, leurs prix sont réputés établis à la date de l'acceptation par l'Hôpital de la proposition du Titulaire.
- ou par mise en concurrence spécifique

Section 4.02 Modalités de variations des prix

Prestations forfaitaires

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de notification ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont fermes pendant la première année d'exécution, ils pourront être révisés annuellement à chaque date anniversaire du début de marché, en application de la formule ci-après :

$$P = P [0,35 + 0,65 (I/I_0)]$$

Formule dans laquelle :

- P = forfait annuel mise à jour
- Po = Forfait annuel de base de l'accord-cadre
- I = BT 50 est la valeur de l'Index Entretien tous corps d'état publié par le Ministère de l'Équipement.
- I₀ = Index BT 50 du mois d'établissement du marché indiqué à l'AE.

Prestations à bon de commande

Les prix hors forfait de fourniture (BPU) et de main d'œuvre (Taux horaires) figurant à l'Acte d'Engagement sont mis à jour selon les mêmes principes de variation de prix. Il sera demandé à la société d'envoyer le BPU avec les prix révisés

Les frais et le temps de déplacement sont applicables indépendamment du nombre de participants présents lors de la prestation, que l'intervention fasse suite à un devis ou à une réparation validée.

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte modification de marché ne soit nécessaire,

Pièce de rechange

Pour les pièces de rechange qui ne figurent pas au BPU et qui doivent y être ajoutées, leurs prix sont réputés établis à la date de l'acceptation par l'Hôpital de la proposition du Titulaire.

Article V. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Section 5.01 Règlement des comptes

Règlement des factures concernant les prestations forfaitaires

La facturation est trimestrielle. Le montant est déterminé en fonction des prestations exécutées par référence aux indications figurant dans la décomposition prix global et forfaitaire "DPGF".

A ce titre, la base permettant d'établir le montant forfaitaire est déterminée par l'ensemble des prestations tel que défini et décrit dans le CCTP et ses annexes.

La facturation trimestrielle du montant forfaitaire correspondra au 1/4 du montant annuel du marché.

Règlement des factures concernant les prestations à bon de commande

La facturation ne peut intervenir qu'après la réalisation complète des prestations figurant sur la commande et leurs réceptions.

La facturation sous forme de mémoire fera apparaître le détail de la fourniture, de la main-d'œuvre par référence au BPU, aux qualifications et au temps passé et seront annexés tous les documents justificatifs du prix s'il est hors bordereau.

Section 5.02 **Présentation des demandes de paiements**

La facture devra être au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures en format dématérialisé sont à adresser à l'AP-HP par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro. Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

Les factures doivent indiquer :

- nom et adresse du créancier
- n° de son compte bancaire ou postal tel que précisé sur l'acte d'engagement
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que la date et le numéro du bon de commande
- les références au bordereau des prix
- la fourniture livrée
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- le taux et le montant des taxes
- le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- les justificatifs des fournisseurs dans le cas de fournitures complémentaires non prévu au BPU
- la date

Les prestations hors accord-cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

Section 5.03 **Délai global de paiement**

Le délai de paiement prévu aux articles R2192-10 à R2192-11 du code de la commande publique susvisé est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Article VI. PENALITES

L'ensemble des pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.- F.C.S il n'y aura pas d'exonération de pénalité.

Pénalités pour non-exécution de prestations

En cas de visite non exécutée tel que prévu dans le cadre du Marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 60% du montant annuel du forfait.

Pénalités pour retard lié aux opérations de maintenance planifiées

En manquement ou retard par rapport à la date d'exécution programmée/planifiée, du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 300 Euros par jour de retard.

Pénalités liées aux délais aux opérations de dépannage ou de réparation

En cas d'intervention de dépannage dans un délai supérieur à celui fixé (2 heures) dans le CCTP, du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 1000 Euros par tranche de 30 minutes de retard.

Pénalités pour non maintien de la continuité de service de l'installation

En cas dysfonctionnement et non maintien de la continuité de service des installations, ou non maintien des conditions de base, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 1/200ème (un deux centième) du montant annuel du forfait défini dans la DPGF, par heure de constat de dysfonctionnement, chaque fraction d'heure comptant pour une heure entière, qui sera retenu sur les acomptes dus à l'entrepreneur titulaire du marché.

En outre le coût des moyens mis en œuvre par le Maître d'Ouvrage pour pallier cette défaillance fera l'objet d'une imputation sur les sommes dues au Titulaire (Location de groupes mobiles par exemple, ainsi que les frais de transport, mise en place et raccordements).

Pénalités en cas de non-respect des modalités d'exécution

En cas de mauvaise exécution ou de non-exécution dans le respect des modalités définies dans le présent marché et les documents cités, du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable d'une pénalité forfaitaire égale à 50 € par défaut constaté. Dans le cas de non-respect des consignes de sécurité de l'Hôpital, cette pénalité pourra être doublée.

Pénalités pour non mise à jour ou non remise de documents

En cas de non remise ou de non mise à jour de documents, commandés dans le cadre des articles du CCTP, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité de 50 € par jour de retard.

Les listes de documents et les délais dans lesquels ceux-ci devront être produits seront fixés après consultation du Titulaire. Sauf accord du Titulaire, le délai fixé pour la remise d'un ensemble de documents (édition ou mise à jour) ne sera pas inférieur à quinze jours.

Les pénalités pourront être levées en tout ou partie lorsque le Titulaire aura remis les documents manquants et que les opérations de vérification auront permis de prononcer leur admission.

Pénalités en cas de perte de clés ou de badges

En cas de en cas de perte de clés ou de badges, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité de 50 € par clé ou badge.

Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

En cas de récidive du titulaire, une résiliation dans les conditions de la section 7.06 du présent cahier des charges pourra être prononcée.

Article VII. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Section 7.01 Motifs de résiliation

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord cadre à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Section 7.02 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les HUPSSD se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Section 7.03 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin à l'accord cadre pour perte d'objet de l'accord cadre ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

Section 7.04 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

En complément de l'article 42 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Section 7.05 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 38 à 42 du CCAG-FCS n'ouvrent pas droit à indemnité.

Section 7.06 Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

Article VIII. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

Section 8.01 En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du C.C.A.G.- F.C.S.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

Section 8.02 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article IX. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent cahier des clauses particulières dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références à l'accord cadre,

- En cas d'évolution du périmètre d'exécution de l'accord cadre par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier de l'accord cadre.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du titulaire de l'accord cadre. La demande devra parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur par LRAR.

Article X. PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de prestations ne figurant pas dans cet accord cadre, mais dont l'exécution est devenue nécessaire à la suite d'une circonstance imprévue, avoir recours à une modification de l'accord cadre.

Article XI. NANTISSEMENT

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

Article XII. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un marché d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article XIII. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande express, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

Article XIV. DROIT

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.

E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Article XV. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- F.C.S., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCAP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Articles VI	Article 14.1.3 du C.C.A.G.- F.C.S.	Exonération de pénalités
Article 7.04	Article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.	Indemnité de résiliation
Article 7.05	Article 38 et 42 du C.C.A.G.-F.C.S.	Indemnité de résiliation

Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés | 2, rue Marcel Cachin | 93009
Bobigny | 01.48.95.57.22 | avc-cellule.marches@aphp.fr

ACCEPTATION DU CCAP ET DU CCTP

CONSULTATION : 26 GH93 01 MTC

OBJET : Maintenance des systèmes de détection et de mise en sécurité incendie des
HUPSSD

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1
du Code de la Commande Publique.

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code
de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

Je soussigné(e)¹ atteste pour le compte de la société
..... avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses
Administratives et Techniques.

A le.....

Signature et cachet de la société

¹ Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement



Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés | 2, rue Marcel Cachin | 93009
Bobigny | 01.48.95.57.22 | avc-cellule.marches@aphp.fr

ATTESTATION DE VISITE

CONSULTATION : 26 GH93 01 MTC

OBJET : Maintenance des systèmes de détection et de mise en sécurité incendie des
HUPSSD

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1
du Code de la Commande Publique.

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code
de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

Nom de la Société :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

Nom et qualité de la personne ayant effectué la visite des lieux :

le	Signature et cachet de la société	
le	Nom et signature du référent pour l'hôpital Avicenne	
le	Nom et signature du référent pour l'hôpital Jean Verdier	
le	Nom et signature du référent pour l'hôpital René Muret	